1. *Décide* de proclamer le 17 juin Journée mondiale de la lutte contre la désertification et la sécheresse, à célébrer à partir de 1995;

2. *Invite* tous les États à consacrer la Journée mondiale à sensibiliser l'opinion publique grâce à la publication et à la diffusion de documents et à l'organisation de conférences, de tables rondes, de séminaires et d'expositions relatifs à la coopération internationale pour combattre la désertification et les effets de la sécheresse et à l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique, ainsi que de ses annexes concernant la mise en oeuvre au niveau régional;

3. *Invite* le Secrétaire général à faire des recommandations touchant les moyens par lesquels le Secrétariat pourrait aider les États Membres, sur leur demande, à organiser leurs activités nationales pour célébrer la Journée mondiale;

4. *Prie* le Secrétaire général de prendre les dispositions nécessaires pour assurer le succès de la célébration par l'Organisation des Nations Unies de la Journée mondiale;

5. *Invite* tous les organes compétents des Nations Unies, dans le cadre de leurs mandats, et les organisations non gouvernementales à contribuer au succès de la Journée mondiale de la lutte contre la désertification et la sécheresse.

92^e séance plénière
19 décembre 1994

49/116. La pêche non autorisée dans les zones relevant de la juridiction nationale et ses effets sur les ressources biologiques marines des océans et des mers de la planète

L'Assemblée générale.

Invitant tous les membres de la communauté internationale, notamment ceux pour qui la pêche est un secteur d'activité important, à renforcer leur coopération en matière de conservation et de gestion des ressources biologiques marines, conformément aux principes du droit international tels qu'ils sont énoncés dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer⁶⁹.

Rappelant l'Action 21³, programme adopté par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, et plus particulièrement les dispositions de son chapitre 17 concernant l'exploitation durable et la conservation des ressources biologiques marines relevant de la juridiction nationale.

Rappelant également le Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement³⁴, adopté par la Conférence mondiale sur le développement durable des petits États insulaires en développement, notamment son chapitre IV concernant l'exploitation durable et la conservation des ressources côtières et marines relevant de la juridiction nationale.

Notant que, dans la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement²⁰, la communauté internationale a considéré que la situation et les besoins particuliers des pays en développement, en particulier ceux des pays les moins avancés et des pays les plus vulnérables sur le plan de l'environnement, devaient se voir accorder une priorité spéciale.

Se déclarant profondément préoccupée par les effets néfastes de la pêche non autorisée dans les zones relevant de la juridiction nationale — où s'effectue la majeure partie des prises mondiales de poisson — sur l'exploitation durable des ressources halieutiques mondiales comme sur la sécurité alimentaire et l'économie de nombreux États, en particulier des pays en développement.

Réaffirmant les droits et devoirs des États côtiers pour ce qui est de prendre des mesures de conservation et de gestion appropriées en ce qui concerne les ressources biologiques dans les zones relevant de leur juridiction nationale, conformément aux principes du droit international, tels qu'ils sont énoncés dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

Prenant acte des débats qui se sont tenus récemment aux niveaux international, régional et sous-régional sur les mesures de conservation et de gestion des pêcheries ainsi que sur leur respect et leur application,

1. *Demande* aux États de veiller, par des mesures appropriées, conformément aux obligations qui leur incombent en vertu du droit international découlant de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, à ce qu'aucun bâtiment de pêche battant leur pavillon national n'opère dans les zones relevant de la juridiction nationale d'autres États s'il n'y a pas été dûment autorisé par les autorités compétentes de l'État côtier ou des États concernés; les opérations de pêche autorisées devraient être effectuées conformément aux conditions énoncées dans le permis délivré;

2. *Demande* aux organisations d'aide au développement d'appuyer à titre prioritaire, notamment grâce à une assistance financière ou technique, les efforts déployés par les États côtiers en développement, en particulier les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement, pour améliorer l'observation et le contrôle des activités de pêche et l'application des règlements y afférents;

3. *Prie* le Secrétaire général de porter la présente résolution à l'attention de tous les membres de la communauté internationale, des organisations intergouvernementales compétentes, des organisations et organismes du système des Nations Unies, des organismes halieutiques régionaux et sous-régionaux, ainsi que des organisations non gouvernementales intéressées;

4. *Prie également* le Secrétaire général de lui rendre compte à sa cinquantième session et ultérieurement, selon ce qu'elle en décidera, des mesures prises et des difficultés rencontrées dans l'application de la présente résolution.

92^e séance plénière
19 décembre 1994

49/117. Convention sur la diversité biologique

L'Assemblée générale.

Rappelant la Convention sur la diversité biologique⁶⁸,

Rappelant également l'Action 21³, en particulier le chapitre 15, relatif à la préservation de la diversité biologique, et les chapitres connexes.

Profondément préoccupée par l'appauvrissement continu de la diversité biologique mondiale et, sur la base des dispositions de la Convention, réitérant l'engagement de préserver la diversité biologique, et ayant le souci d'une utilisation rationnelle des éléments qui la composent ainsi que d'une répartition juste et équitable des bienfaits découlant de l'utilisation des ressources génétiques.

1. *Se félicite* de l'entrée en vigueur rapide de la Convention sur la diversité biologique et de la convocation de la première réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, qui s'est tenue à Nassau du 28 novembre au 9 décembre 1994;

2. *Invite* le Secrétaire exécutif de la Convention sur la diversité biologique à communiquer à la Commission du développement durable, pour faciliter les travaux de sa troisième